

original : sfr (fax)

kopien : brf jac si kt grn lh vy la dy dda cfr

kigali, le 10.11.90

10h45

an	HAR CIF				#/•
Date	12.11				
Visa	✓				
EDA		12. Nov. 1990			
Ref.		1.311 Rwanda			

18 - hhhhh

pour dda

en priant service des telegrammes de bien vouloir transmettre copie de ce message a

- division politique ii
- ambassade de suisse nairobi
- ofaee
- service des droits de l'homme dfae

en complement a notel 16 du 3.11.90, vous adressons informations et reflexions qui nous paraissent importantes au regard problematique poursuite de notre cooperation avec rwanda. d'ici fin annee, grand nombre operations doivent etre renouvelees et nouvelles operations sont programmees.

ainsi - ensemble projets forestiers	:	engagments	11,5	mio fs
- developpement communal	:		3	mio fs
- banques populaires	:		4,8	mio fs
- guttanit	:		5	mio fs
- route gitarama-kibuye	:		15	mio fs
- pas	:		10 a 15	mio fs
- divers appuis	:		plus de 4	mio fs

ces reflexions ont pour objectif de contribuer prise de decision appropriee par autorites suisses.

depuis notel 16, avons multiplie contacts avec autres ambassades et diverses personnalites-ressource en vue analyse approfondie et nuancee situation actuelle.

voici deux analyses qui apportent eclairages differents mais complementaires a bien des egards.

primo

conseils demandes par president habyarimana a president associa-

tion religieux rwanda et superieur dominicains afrique centrale yvon pomerleau (yp).

2.11.90 sur demande du president yp est charge de reflechir sur mesures a tous les plans propres a aider presidence trouver issues a situation socio-politique alarmante. yp est autorise a reflechir avec membres association religieux rwanda et personnes-ressource de son choix. avons nous-meme ete associes a reflexion. yp a remis memorandum a habyarimana 6.11.90 *Vet a ete recu* X
Longuement 8.11.90, ambassadeur canada, chef mission cooperation canada et jm deleze ont eu longues discussions avec yp.

kopie ging an: bawi
ambasuisse nairobi (per kurier)

X verstümmelt
erhalten

12.11.90 9.00h - t - za



voici essentiel memorandum :

aaa aspects positifs politique president :

- messages presidentiels a nation particulierement modera-
teurs et raisonnables,
- capacite gerer crise en evitant guerre civile,
- maintien du calme,
- refus discussions avec agresseurs (si president l'avait
fait, population n'aurait pas suivi),
- disposition accueillir refugies et a visites prisons,
- ...

bbb inquietudes

1. situation dans les prisons :

- trop d'arrestations,
- delais trop longs pour tri innocents et coupables,
- prisonniers decedes sans que familles averties.

memorandum suggere liberation prisonniers sans chefs
accusation.

reaction habyarimana : coincide entre exigences communaute
diplomatique respecter droits de l'homme et reproches popu-
lation rwandaise avantager tutsis trop ouvertement. affirme
que population tutsie menacee en cas liberations massives.
necessaire accelerer travail commission tri tout en preparant
population a liberations progressives.

2. mesures de securite excessives :

- militarisation progressive du pays, nombreux barrages tenus
par paysans,
- exigences paralysantes en matiere d'autorisations multiples
et diverses,
- paralysie des transports,

memo suggere notamment retablissement transports travailleurs
par bus.

3. psychose

a force denoncer ennemis exterieurs et interieurs et appeler
a delation, radio rwanda procede a massacre psychologique
tutsis. suggestion que radio adopte ton modere president.

meilleures salutations.

deleze/renfer, bucu kigali

4. desorganisation sociale et économique

deterioration économie atteint stade très critique. un exemple : 1200 artisans sur 1500 encadrés par joc ont du quitter kigali d'où manque main d'œuvre dans capitale (secteur informel joue rôle crucial à kigali). de plus, ces jeunes peuvent être facteurs de troubles sur collines.

vu points 1 à 4, risques de voir saper acquis 17 ans jeune républicain.

Suggestions :

- ne pas forcer gens à quitter kigali contre leur gré et établir permis circulation 3 mois
- accélérer processus ouverture politique, établir calendrier avec échéances rapprochées,
- décrisper climat social tout en évitant risques retournement contre tutsis et destabilisation.

suite à présentation points memorandum et réactions président, interlocuteurs susmentionnés tirent conclusions suivantes :

- éviter à tous prix faire perdre face à président en l'obligeant à prendre mesures trop hâtives porteuses de destabilisation en conditionnant aide internationale de façon inappropriée. il s'agit là d'une question cruciale de timing,
- nécessité absolue appuyer habyarimana en ce moment pour sauver pays. alternatives à habyarimana risquent engendrer situations dramatiques (soit rebelles, soit armée et/ou entourage président extrémistes hutus).
- coopération suisse et canadienne ont obtenu résultats satisfaisants et ont profité pour essentiel à majorité population. décisions à prendre ne devraient pas mettre en péril ces acquis. toutefois, il y aurait lieu de profiter nouvelles échéances pour interpeler gouvernement sur droits de l'homme, tout en évitant lier signature nouveaux engagements à rétablissement situation.

yp a reçu mandat du président pour effectuer tournée dans tout pays pres différents ordres religieux pour les inciter à calmer le jeu et poursuivre éducation dans sens concorde et unité nationales. yp a reçu pour sa mission bénédiction hiérarchie catholique traditionnelle proche président.

demande président à yp nous semble constituer démarche exceptionnelle de la part d'un chef d'état et peut traduire sa volonté personnelle d'apaisement en prenant distances vis à vis certains éléments de son entourage.

secundo

analyses et réflexions informelles de personnalités rwandaises de premier plan, dont certaines très proches du pouvoir, avec lesquelles nous discutons régulièrement.

les éléments essentiels de leur analyse sont les suivants :

aaa assassinat du colonel mayuya en decembre 1988 a ete commande par famille proche epouse president afin ee defaire meilleur allie habyarimana au sein armee, dauphin potentiel et element "integre" et modérateur. mayuya aurait refuse participer a coup d'etat contre president et aurait ete un fidele soutien politique moralisateur de la vie publique, son assassin a lui mere ete elimine, differents officiers ont ete arretes mais enquete, selon sources officielles, serait bloquee. prisonniers tenus au secret en detention administrative.

bbb service renseignements presidence et armee connaissaient de longue date preparatifs militaires refugies tutsis en ouganda et complicités hutues, tres haut placees, avec tutsis exterieurs et interieurs. entourage famille epouse president et certains militaires du nord auraient profite attaques rebelles pour fomenter coup d'etat.

ccc durant absence du pays du president, ministre des transports et communications, colonel augustin ndindiliyimana, fidele du president, aurait pris initiatives pour sauver pouvoir et contenir tentatives coup d'etat. habyarimana etant rentre au pays contre attente certains de son entourage, tentative aurait echoue. toutefois, position du president est tres affaiblie et incertaine. hauts officiers du nord et un certain entourage lui reproche son ouverture democratique,

ses tentatives de liberalisation politique et economique, ses efforts d'integration des tutsis et en general une attitude trop conciliante. les efforts du president en faveur d'une moralisation de la vie publique ont ete tres mal percus par toute une frange militaire, civile et familiale de son entourage qui y voyait le risque d'erosion de ses privileges.

meilleures salutations.

deleze/renfer, buco kigali

ddd prenant pretexte de l'etat de guerre, l'armee, au mepris lois rwandaises existantes (cf memo que nous vous adressons par fax "la legislation rwandaise au defi de la cri

qi a hhhhh

voici troisieme partie notre telex no. 18

ddd prenant pretexte de l'etat de guerre, l'armee, au mepris lois rwandaises existantes (cf memo que nous vous adressons par fax "la legislation rwandaise au defi de la crise actuelle") a procede a arrestations massives et arbitraires, a contribue a etablisement d'une psychose sociale en multipliant brutalites, mauvais traitements et controles de toutes sortes. les appels a la delation et l'incitation a la haine ethnique par radio rwanda ont provoque un decalage par rapport aux discours presidentiels

eee une certaine dichotomie de la vie publique peut etre observee: militarisation tres marquee, en particulier, au niveau des administrations communales urbaines, qui contraste avec attitudes d'apaisement de certains ministeres. dangers de manipulation des foules existent et nous avons pu en etre temoins. cette situation est grosse de risques pour le president.

en conclusion a secundo, habyarimana semble etre seul garant d'une unite nationale et d'une paix civile dans un proche avenir. cependant il est a craindre qu'actuellement, le president soit l'otage du chef d'etat major serubuga et d'un groupe d'officiers nordistes allies a certains membres de la famille, son pouvoir parait bien erode, meme s'il apparait en premiere ligne vis a vis de la communaute internationale et des bailleurs de fonds en particulier.

tertio : droits de l'homme

compte tenu nos reflexions notel 16 du 3.11.90, avons continue de suivre cette question avec beaucoup d'attention.

informations notel 16 ont ete corroborees tout au long semaine et notre inquietude persiste meme si minaffet a annonce que commission tri allait examiner d'ici 12.11.90 cas femmes enceintes, enfants, personnes agees, fonctionnaires et operateurs economiques. d'ici fin novembre, detenus restant incarceres devraient etre deferes devant tribunaux.

comme mentionne ci-dessus vous adressons par fax memorandum etabli par professeur droit penal rwandais sur situation judiciaire au regard evenements. comme vous le constatez, cette etude demandee par buco confirme toutes nos craintes.

quarto: vu ce qui precede, quelle est position la plus appropriee pour poursuite notre cooperation avec rwanda ?

il nous parait que :

- un soutien mesure et critique au president habyarimana, seul garant unite nationale et paix sociale, nous semble devoir etre apporte dans les mois qui viennent,
- au regard des inquietudes nourries a l'examen de tous les parametres qui fondent situation actuelle, il importe d'eviter de reduire encore marge de manoeuvre tres etroite du president. cependant une pression appropriee doit etre maintenue pour respect des droits de l'homme,
- conditions imposees par la cooperation doivent tenir compte d'un certain timing rwandais.

differeents scenarios sont envisageables pour la poursuite de notre cooperation :

- a. propositions de credit portant sur periode prevue avant evenements (3 a 5 ans) mais accords avec gouvernement limites a un an, ce qui nous permettrait de suivre, d'ici le renouvellement des accords, l'evolution situation et notamment question des droits de l'homme,
- b. phases transitoires de 6 mois a 1 an, en reconduisant budgets actuels, pour certains projets, ce scenario constituerait meilleure solution (cf banques populaires, aefb, car certains parametres non maitrises actuellement),
- c. propositions de credit et accords pour les periodes initialement prevues.

solution qui a notre preference est celle decrite sous a, sans toutefois exclure pour certains projets solution phase transitoire.

ambassadeur a. kamer doit en principe rencontrer president et ministre affaires etrangeres entre 14 et 16.11.1990.

salutations.

deleze/re nfer

ambasuisse